

L'Onu tance les autorités de Kinshasa

Congo-Kinshasa Et l'Eglise exige que Kabila dise qu'il ne sera pas candidat à la présidentielle.

A lors qu'un calme tendu régnait vendredi à Kinshasa, où l'activité tournait toujours au ralenti, le Conseil de sécurité de l'Onu a condamné mercredi soir les violences de lundi et mardi au Congo et appelé *"les autorités à respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales, en particulier la liberté de réunion"*. Et d'insister sur *"l'importance cruciale"* d'une élection présidentielle *"dans le respect de la Constitution"*.

Le Haut commissariat aux droits de l'homme de l'Onu, à Genève, a estimé le bilan des victimes à 50 morts au moins, chiffre qui pourrait être revu significativement à la hausse, selon l'Onu. Le Haut commissariat, selon qui quelque 300 personnes auraient été arrêtées depuis lundi à Kinshasa, a appelé les autorités congolaises à *"abandonner leur position extrêmement conflictuelle et construire des ponts avec l'opposition"*. Il a aussi appelé à *"retirer la Garde républicaine (garde du président Kabila) des rues sans aucun délai"*.

Enterrement des victimes

L'opposition congolaise veut organiser *"une journée de deuil national"* pour enterrement des victimes de lundi et mardi, *"avec le président Tshisekedi en tête"* du cortège fu-

néraire. Le porte-parole de l'UDPS a accusé le ministre de la Santé, Felix Kabange Numbi, de faire le tour des *"morgues pour séquestrer les corps"* des tués, afin d'en diminuer artificiellement le nombre. Cette pratique avait été mise en œuvre à l'issue de la répression des protestations contre la massive fraude électorale de novembre 2011, à l'issue de laquelle le président Kabila était resté au pouvoir – répression sanglante dont *"nul n'a été tenu responsable"*, a regretté jeudi le Haut commissaire aux droits de l'homme de l'Onu, Zeid Ra'ad Al Hussein.

L'Eglise: Kabila ne doit pas se représenter

Ce dernier a également appelé à l'instauration d'un *"climat plus favorable à un dialogue inclusif et à des élections libres et équitables"*. Le dialogue en cours, non inclusif, suspendu depuis mardi, devrait reprendre ce vendredi mais l'Eglise catholique a rappelé que l'accord final qui en est attendu doit mentionner *"les dates des élections"*, *"le plan de décaissement des fonds"* nécessaires, *"la composition du Comité de mise en œuvre"* et son *"planning de travail"*. Il devra surtout *"être clairement établi et stipulé que l'actuel président de la République ne sera pas candidat à la prochaine élection présidentielle à organiser le plus tôt possible"*.

La presse kinoise annonce la fin du Dialogue pour ce week-end (au lieu du 15 septembre prévu), mais certains en doutent.

MFC (avec AFP)